

COMPTE-RENDU

RENCONTRE

« Europe : et maintenant
que fait-on ? »

Une rencontre co-organisée avec :



**Mouvement
Européen**
France

SOMMAIRE

- 4 INTRODUCTION
- 6 1 - Quel bilan ESS de la dernière Commission Européenne et du dernier Parlement Européen pour mieux préparer l'avenir ?
- Regards croisés de **Michel Catinat** (ancien chef de l'unité « Clusters, économie sociale et entrepreneuriat » de la Commission Européenne) et **Marie-Christine Vergiat** (députée européenne (2009-2019) au sein du groupe de la gauche unitaire européenne/ gauche verte nordique)
- 10 2 - Débat « Ré-enchanter l'Europe par l'ESS »
- Avec **Jérôme Saddier** (président d'ESS France, la Chambre française de l'ESS et de l'Avise, vice-président délégué du Crédit Coopératif et vice-président de Social Economy Europe (SEE)), **Ulla Engelmann** (cheffe d'unité « Technologies Avancées, Clusters et économie sociale » à la Direction Générale « GROW/F2 ») et **Sandra Guilmin** (chargée du développement de l'économie sociale et solidaire à la ville et Eurométropole de Strasbourg)
- 14 3 - Des paroles aux actes
- Échanges entre **Christophe Itier** (Haut-Commissaire français à l'ESS et à l'Innovation Sociale, président du comité de suivi de la Déclaration de Luxembourg pour l'année 2019) et **Nicolas Schmit** (ancien Ministre du Travail et de l'ESS du Luxembourg, député européen au sein du groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement Européen)
- 19 CONCLUSION

EUROPE : ET MAINTENANT, QUE FAIT-ON ?

Le 26 mai 2019, les citoyens européens ont voté pour un nouveau Parlement Européen. Si les taux d'abstention étaient plus faibles qu'aux précédentes élections et que les partis écologistes arrivent en tête dans plusieurs pays membres, tout reste à construire. **Il faut désormais transformer cet élan en influence durable, permettant une Union Européenne (UE) écologique et sociale.**

C'est dans ce sens que le Labo de l'ESS a initié le chantier « Europe & ESS »¹ en 2017, présidé par **Michel Catinat**, ancien chef de l'unité « Clusters, économie sociale et entrepreneuriat » de la Commission Européenne.

Les actions et travaux ont permis la **constitution d'un réseau de think-tanks européens** entre le Labo de l'ESS, Pour La Solidarité (PLS)², le REVES³ et le RTES⁴, pour améliorer la visibilité de l'ESS à l'échelle européenne. Ce socle de partenaires a récemment co-signé la **tribune collective** « *Pour une Europe des citoyens et des territoires* »⁵, publiée dans plusieurs journaux nationaux et européens. En amont des élections européennes, la tribune entend montrer que l'ESS peut contribuer à la résolution des nombreux défis sociaux, sociétaux et environnementaux auxquels sont confrontées nos économies européennes.

Une des ambitions de cette rencontre est ainsi d'esquisser collectivement, par des échanges construits, les bases au ré-enchantement de l'Union Européenne.

Hugues Sibille, président du Labo de l'ESS, anime cette rencontre organisée en trois parties : un premier temps consacré au **bilan de la dernière législature** du Parlement et de la Commission, avec les regards croisés de **Michel Catinat** (ancien chef de l'unité « Clusters, économie sociale et entrepreneuriat » à la Direction Générale « GROW » (Marché intérieur, industriel, entrepreneuriat et PME⁶)) et **Marie-Christine Vergiat** (députée européenne (2009-2019) au sein du groupe de la gauche unitaire européenne/ gauche verte nordique).

¹ <http://lelabo-ess.org/-ess-europeenne.html>

² <http://www.pourlasolidarite.eu/>

³ <http://www.revesnetwork.eu/wp/?lang=fr>

⁴ <http://www.rtes.fr/>

⁵ <http://www.lelabo-ess.org/tribune-pour-une-europe-des-citoyens-et-des.html>

⁶ https://ec.europa.eu/info/departments/internal-market-industry-entrepreneurship-and-smes_fr

Un deuxième temps sous forme de **débat entre acteurs de l'ESS**, avec les interventions de **Ulla Engemann** (cheffe d'unité « Technologies Avancées, Clusters et économie sociale » à la Direction Générale « GROW/F2 »), **Sandra Guilmin** (chargée du développement de l'économie sociale et solidaire à la ville et Eurométropole de Strasbourg⁷) et **Jérôme Saddier** (président d'ESS France, la Chambre française de l'ESS⁸ et de l'Avise⁹, vice-président délégué du Crédit Coopératif¹⁰ et vice-président de Social Economy Europe (SEE)¹¹).

Finalement, un troisième temps intitulé « **Des paroles aux actes** » met en balance les analyses et perspectives d'ordre politique de **Nicolas Schmit** (ancien Ministre du Travail et de l'ESS du Luxembourg, député européen au sein du groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement Européen) et **Christophe Itier** (Haut-Commissaire français à l'ESS et à l'Innovation Sociale¹², président du comité de suivi de la Déclaration de Luxembourg pour l'année 2019¹³).



⁷ <https://www.strasbourg.eu/>

⁸ <https://www.ess-france.org/>

⁹ <https://www.avise.org/>

¹⁰ <https://www.credit-cooperatif.coop/Institutionnel>

¹¹ http://www.socioeco.org/bdf_organisme-478_fr.html

¹² <http://bit.ly/31URMxQ>

¹³ <http://bit.ly/2p2214M>



Quel bilan ESS de la
dernière Commission
Européenne et du
dernier Parlement
Européen pour mieux
préparer l'avenir ?

1.

REGARDS CROISÉS

DE MICHEL CATINAT ET MARIE-CHRISTINE VERGIAT

Depuis 2011, le GECES (Groupe d'experts de la Commission Européenne sur l'entrepreneuriat social)¹⁴, est actif dans ses missions d'amplifier la visibilité et reconnaissance de l'ESS à l'échelle européenne.

Pourtant, force est de constater que l'ESS a été peu présente à travers l'activité législative du dernier Parlement, alors que les défis pour les prochaines institutions sont importants : nouvelles crises financières, changement climatique, doter l'UE d'un vrai et complet « visage social ».

SYNTHÈSE DU BILAN

- Des perceptions, pratiques et définitions très différentes de « l'économie sociale » (ES) ou « économie sociale et solidaire » (ESS) d'un pays à l'autre. A ce constat s'ajoute celui du manque d'interaction entre les acteurs de l'ESS des différents états membres de l'Union.
- Dans ce sens l'intergroupe « Économie sociale, entreprises de l'ES, entrepreneuriat social et tiers-secteur »¹⁵ a joué un rôle important en termes de sensibilisation et information sur l'ESS auprès des parlementaires et représentants européens :
 - Les études, rapports, réunions et propositions de textes portés par cet intergroupe sont nécessaires et précieux dans la mise en visibilité et reconnaissance de l'ESS à l'échelle européenne.
 - Il transmet des notions et définitions larges de l'économie sociale, en résonance avec ses différentes formes présentes dans les états membres.
- S'il y a un grand manque de portage politique de l'ESS au niveau de la Commission Européenne (CE), deux commissaires étaient très engagés sur le sujet (*les commissaires de la Direction Générale « Emploi, affaires sociales et inclusion »*¹⁶ et de la Direction Générale « GROW », *ndlr*). Cet engagement, ainsi que les travaux portés par le GECES, a permis une progressive, mais pas encore suffisante, institutionnalisation de l'économie sociale au sein des différents services de la CE.

¹⁴ https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy/enterprises/expert-groups_en

¹⁵ <http://www.europarl.europa.eu/about-parliament/fr/organisation-and-rules/organisation/intergroups>

¹⁶ <https://ec.europa.eu/social/home.jsp?langId=fr>

DÉFIS ET VOIES D'ACTION ISSUS DE LA PARTIE BILAN

- Il s'agirait d'une erreur politique que d'essayer de faire converger les différents modèles d'économie sociale européens, faits d'histoires et cultures différentes. Il faut au contraire chercher à conserver les spécificités de chacun et s'entendre sur un intérêt commun pour le développement de l'ESS.
- L'économie sociale européenne doit être dotée d'un portage politique au plus haut niveau :

« Dans la prochaine Commission, il faut qu'il y ait un portage politique au plus haut niveau, à celui du président de la Commission et que le vice-président ait un portefeuille dans lequel l'ESS serait une priorité, qu'il coordonne les différents commissaires de sorte à ce que ces derniers intègrent l'économie sociale dans leurs politiques ».

Michel Catinat

- D'un point de vue juridique, il convient d'**aller plus en avant dans la réforme du code des marchés publics** entamée et portée par l'intergroupe « Économie sociale, entreprises de l'ES, entrepreneuriat sociale et tiers-secteur » et de **développer un droit européen des sociétés de personnes** :

« Les traités européens stipulent la possibilité d'avoir une activité commerciale, quel que soit le statut de la structure. Les acteurs de l'ESS devraient s'appuyer là-dessus pour avancer, car aujourd'hui le seul statut reconnu est celui des sociétés de capitaux, donc les acteurs de l'ESS qui souhaitent développer des activités transfrontalières sont obligés de se transformer en sociétés de capitaux ».

Marie-Christine Vergiat







Débat « Ré-enchanter
l'Europe par l'ESS »

2.

La deuxième partie de la rencontre est un échange de points de vue entre trois intervenants aux profils variés, du profil « politique » au profil « technicien » de l'ESS.

DÉFIS ET VOIES D'ACTION ISSUS DU DÉBAT PARTICIPATIF

- Rappel du mémorandum de SEE¹⁷ pour les élections européennes et pour faciliter une ESS européenne :
 - Besoin d'un écosystème politique favorable à l'ESS
 - Besoin de mesures structurantes sur l'écosystème financier
 - Besoin d'un chantier juridique

- Les acteurs de l'ESS doivent veiller à structurer leur message, s'entendre et porter le commun entre eux, situé au niveau de leur forme d'entreprise et de leur forme juridique, bien plus qu'au niveau de leurs activités :

« La façon de faire avancer l'ESS en Europe est que les acteurs de l'ESS reconnaissent que le commun entre eux, au-delà de leurs principes et valeurs, reconnus ou pas, est une forme d'entreprise, et qu'ils doivent la mettre en avant ».

Jérôme Saddier

- La diversité des définitions et formes d'ESS dans l'UE est aussi favorable à davantage de coopérations transfrontalières et à la co-construction d'une culture commune :

« Il y a plusieurs formes de clusters, de PTCE18 en Europe, ce qui est une voie favorable à la coopération entre les états membres sur ces questions, cela ouvre l'accessibilité du marché aux entreprises de l'ESS ».

Ulla Engelmann

« L'échange d'expériences favorise la création d'une culture commune. C'est cela qui enclenche la confiance ».

Sandra Guilmin

- Des initiatives et programmes permettent déjà ces coopérations transfrontalières sur l'ESS et contribuent à la sensibilisation à l'ESS :
 - L'initiative des régions européennes de l'économie sociale « ESER »¹⁹
 - La capitale européenne de l'ESS²⁰
 - La Déclaration de Luxembourg et son comité de suivi

¹⁷ http://www.lelabo-ess.org/IMG/pdf/see-memorandum_elections_europeennes_2019-fr.pdf

¹⁸ Pôles Territoriaux de Coopération Économique.

¹⁹ https://ec.europa.eu/growth/content/european-social-economy-regions-2019-0_en

²⁰ <http://www.lelabo-ess.org/strasbourg-capitale-europeenne-de-l-ess-pour-2019.html>

PERSPECTIVES ISSUES DU DÉBAT PARTICIPATIF

- Initier un travail de révision et d'actualisation des premiers traités de l'Union Européenne, pour y insuffler davantage de possibilités d'action face aux urgences économiques, sociales et environnementales :

« Avant de savoir si on peut faire une Europe sociale à 28, il faut déjà se préoccuper et s'appliquer à faire vivre effectivement une Europe des droits de l'Homme à 28. Quant à l'évolution de notre modèle économique et social, il y a des sujets préalables de fond et complexes à traiter, comme celui de la nécessité fondamentale de revoir les traités ou d'en garantir une application plus ouverte. Le traité de Rome pose ainsi une libre circulation des personnes et des capitaux, mais il ne peut en résulter une uniformité des formes entrepreneuriales reconnues par la Commission Européenne ».

Jérôme Saddier

- Accompagner, organiser et structurer les récents mouvements « jeunes » et citoyens :

« Le ré-enchantement de l'Europe se fera davantage par les acteurs que par les institutions (...) Et c'est notre responsabilité en tant qu'acteurs de l'ESS de proposer des débouchés concrets aux mobilisations et nouvelles formes d'engagement, que ce soit de la jeunesse ou des « gilets jaunes ». Il n'y a rien de pire pour une génération qui se mobilise que lorsque la mobilisation ou son objet devient stérile. La démocratie court alors un grand danger ».

Jérôme Saddier



An hourglass is shown against a dark background. The top bulb is partially filled with a dark, frothy liquid. The narrow neck is in the center, and the bottom bulb is filled with a mound of light-colored sand. Two overlapping circles are superimposed on the image: a white one on the left and a brown one on the right.

Des paroles
aux actes

3.

ÉCHANGES

ENTRE NICOLAS SCHMIT ET CHRISTOPHE ITIER

La dernière partie de la rencontre met en perspective les dernières élections européennes en vue des prochains votes pour la présidence de la Commission Européenne.

Il s'agit également d'une prise de hauteur par rapport à l'échelle européenne : depuis le 1^{er} janvier 2019, la France est présidente de la Déclaration de Luxembourg, (dont **Nicolas Schmit** fut l'un des initiateurs), sous la représentation de **Christophe Itier**, Haut-Commissaire français à l'ESS et à l'Innovation Sociale. Elle préside également le G7, dont la priorité porte sur la lutte contre les inégalités. C'est dans ce contexte que **Christophe Itier** a annoncé le 16 avril 2019 au siège de l'ONU à New York la tenue d'un événement international inédit, le Pact for Impact Summit 2019²¹, pour lancer une alliance des états, des institutions et des acteurs en faveur du développement de l'ESS, de l'économie inclusive et de l'Innovation Sociale.

DÉFIS ET VOIES D'ACTION ISSUS « DES PAROLES AUX ACTES »

- Poursuivre le travail d'intronisation des responsables politiques nationaux et européens à l'économie sociale :

« Le fait d'être Ministre de l'emploi vous fait découvrir que vous n'avez pas toujours, dans le cadre de l'économie dite libérale, des solutions aux problèmes d'emploi. Et je crois qu'il faut dépasser ce cadre-là et chercher d'autres solutions. Et parmi les autres solutions, je dois dire que l'économie sociale n'était pas réellement mon sujet mais j'ai progressivement compris qu'il y avait un champ, qu'il fallait absolument l'investir et le développer, pour, effectivement, donner des réponses là où l'économie classique n'en donne pas. Et au fur et à mesure que j'ai travaillé sur ce sujet, je suis devenu un convaincu de cette économie qui apporte des solutions aux défis majeurs de nos sociétés (...) Il faut aller chercher des modèles différents et l'économie sociale en est un. C'est cela qui m'a amené, également par une conviction politique que je ne cache pas, à m'intéresser davantage à cette économie et à prouver qu'elle est bien plus que ce que certains veulent bien accepter ».

Nicolas Schmit

²¹ <https://pact-for-impact.org/?lang=fr>

- Renforcer et généraliser la sensibilisation à l'économie sociale auprès des interlocuteurs institutionnels et politiques européens, via des outils, programmes et dispositifs déjà existants :

« Pour moi, ce qui était important, c'était d'abord de sensibiliser nos collègues politiques. Nous avons donc lancé la Déclaration de Luxembourg et son comité de suivi pour faire adopter des conclusions politiques par le Conseil de l'UE. Ces conclusions politiques, qui n'ont pas de statut juridique, constituent aujourd'hui encore un cadre sur lequel on peut construire, bâtir et avancer ».

Nicolas Schmit

Avancées et réalisations permises par la Déclaration de Luxembourg et son comité de suivi :

- Adoption par le Conseil de l'UE de conclusions politiques servant d'instruments politiques à la diffusion de l'ES dans les politiques publiques européennes.
- Instauration d'une régularité pour les réunions entre le comité de suivi de la Déclaration de Luxembourg et les acteurs de l'ES et acteurs politiques et institutionnels.
- Mise en place d'une coopération renforcée, « en dehors des institutions, en dehors des cadres institutionnels » (Nicolas Schmit) entre les membres du comité de suivi, permettant la co-construction d'une dynamique « qu'il faut poursuivre, accélérer et amplifier » (Nicolas Schmit).
- Co-construction et développement d'une sensibilisation à l'économie sociale, par des leviers politiques, au niveau international :

« La France préside le G7 cette année et a souhaité qu'il soit consacré à la résorption des inégalités. Il y a cette forte préoccupation de tracer une nouvelle ligne, un nouveau système de développement qui mette l'humain et l'environnement au cœur (...) Si nous faisons en sorte qu'à chaque G7, qu'à chaque événement international, nous organisons une conférence sur l'ESS, nous aurons gagné. Si nous portons ces questions au plus haut de l'agenda international, ce sera plus simple au niveau européen ».

Christophe Itier



Prochaines actions du Haut-Commissariat à l'ESS et à l'Innovation Sociale pour faire connaître et diffuser l'ESS à l'échelle internationale :

- **Pact for Impact Summit 2019, une Alliance mondiale inédite autour de l'ESS et de l'économie inclusive** : organisé par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire en partenariat avec le Ministère des Affaires Étrangères les 10 et 11 juillet 2019, cet événement international rassemblera plus de 400 participants afin d'identifier et construire ensemble des propositions en faveur du développement international de l'ESS. Ce travail aboutira à la signature d'une Déclaration commune, plaidoyer international fort engageant à la contribution au rayonnement de l'ESS.
- **Travail sur la structuration et la signature des engagements des parties prenantes du Pact for Impact Summit 2019 à l'Assemblée Générale de l'ONU du 17 au 30 septembre 2019 à New York.**
- **Poursuite des travaux de sensibilisation auprès des députés européens avec le Comité Économique et Social Européen²².**

PERSPECTIVES ISSUES « DES PAROLES AUX ACTES »

- **Ré-enchanter l'UE, sur le court terme, en saisissant l'opportunité de l'actuel renouvellement des institutions européennes :**

« Jean-Claude Juncker avait commencé la présidence de la précédente Commission en disant que ce serait celle de la dernière chance. Ce n'est jamais la dernière chance, il y en a toujours une autre. Je pense que cette Commission, c'est celle de la nouvelle chance. Lors des dernières élections, on a eu un message ambigu, à la fois inquiétant, du point de vue de l'extrême-droite, mais aussi encourageant, vu le taux de participation. Il y a une nouvelle chance à saisir avec la future Commission. Nous allons avoir un paysage politique nouveau. Parce que nous avons ce paysage politique beaucoup plus éclaté, parce qu'il y a de nouvelles majorités à construire, y compris pour élire un nouveau président de la Commission et ensuite, investir cette nouvelle Commission. C'est l'occasion de rassembler tous ceux qui pensent et sont convaincus qu'il faut changer le cours de l'Europe, qu'il faut travailler sur un autre modèle européen mettant au centre un autre développement économique, ne ramenant pas tout à cette formule qui nous a menée dans le mur sur la concurrence libre et non faussée ; mais que, justement, à côté de cette concurrence, il y a la solidarité, la coopération, une pensée delorienne ».

Nicolas Schmit

- **Ré-enchanter l'UE par un nouveau projet et modèle politique et social inspiré de l'ESS :**

« Je pense que l'Europe doit travailler maintenant sur un modèle où l'ES joue un rôle important, parce que nous devons donner les réponses à des défis majeurs. Il faut reconstruire un paradigme européen nouveau, inspiré, et dans ce contexte-là, il faut donner au prochain président de la Commission un mandat très clair sur l'ES, pour que la prochaine Commission travaille dessus. Et ensuite, c'est du ressort des politiques que de traduire ce mandat en vraie politique. Ce qui doit être fait maintenant, c'est de lier à tout ce contexte d'inégalités, de changement climatique, une autre vision de l'économie et que l'ES soit un vrai moteur et un instrument à la fois ».

Nicolas Schmit

²² <https://www.eesc.europa.eu/fr>

« Il faut à la fois un effort, une volonté politique et diplomatique et que l'ES dans toute sa diversité s'organise pour porter cette économie, être un aiguillon et montrer la voix (...) Ce n'est peut-être pas la dernière chance mais nous avons un devoir européen de proposer un autre modèle, nous sommes dans une période assez tragique et il est du devoir de la France d'embarquer un maximum d'états membres de l'UE dans cette vision, mais aussi, au-delà de l'Europe, d'embarquer d'autres états dans cette nouvelle vision, avec de l'ambition mais aussi de l'humilité (...) Comment, ensuite, créer un écosystème favorable à cette économie et qui soit plus performant que celui d'aujourd'hui ».

Christophe Itier

- Ré-enchanter l'UE par la mobilisation des citoyens, des acteurs de terrain, en construisant des solutions écologiques et sociales :

« Sans les acteurs de terrain, sans les acteurs de l'économie sociale, on ne fera rien. Et je crois aussi que parfois, les acteurs peuvent faire encore davantage. Il ne faut pas toujours attendre la politique, souvent la politique suit et ne devance pas. Alors qu'avec les acteurs, quand il y a une vraie volonté d'avancer, un vrai projet, on peut faire beaucoup de choses. Et à l'échelle européenne il y a encore de la marge pour faire plus ».

Nicolas Schmit

« Alors, il y a urgence à agir, la France vient de sortir d'une crise majeure et le message à faire passer est que nous ne sortirons pas de nos crises actuelles avec les recettes d'hier ; il faut réinventer une réponse, cette réponse doit être bâtie avec les citoyens, cette réponse doit être plus écologique, plus sociale, ce qui répond à l'ADN des entreprises de l'ESS ».

Christophe Itier



CONCLUSION

Au lendemain des élections européennes, cette rencontre met en lumière plusieurs voies d'action au ré-enchantement de l'Union Européenne par ses différentes formes d'économie sociale :

- La diversité des définitions et mises en application de l'économie sociale ou économie sociale et solidaire d'un état à l'autre ne doit pas faire l'objet d'une homogénéisation au niveau européen. Cette diversité constitue un terreau aux coopérations transfrontalières et à la co-construction d'une culture commune entre les acteurs de l'économie sociale ;
- Ces derniers doivent travailler ensemble à structurer leur discours auprès des institutions européennes en prenant appui sur le commun entre eux, davantage que sur leurs spécificités, afin de faire valoir de manière efficiente les solutions apportées par les formes d'économie sociale aux crises contemporaines de l'Union ;
- La nécessité d'un portage politique de l'économie sociale au niveau européen ;
- La nécessité d'un chantier juridique ; notamment sur la véritable reconnaissance d'un droit européen des sociétés de personnes, actuellement contraintes de se déclarer comme sociétés de capitaux au niveau de l'UE.

Le contenu de cette rencontre et les voies d'action qui en résultent constitueront un premier socle aux futurs travaux et réflexions du groupe de travail du Labo de l'ESS « Europe & ESS ». L'enjeu sera d'aboutir à un projet européen co-construit autour des économies sociales, des citoyens, des solidarités inclusives et des coopérations transfrontalières.



Le Labo de l'ESS est un think tank qui construit, par un travail collaboratif, des axes structurants de l'économie sociale et solidaire, à partir d'initiatives concrètes, innovantes et inspirantes issues des territoires.

SUIVEZ-NOUS !

-  lelabo-ess.org
-  [@lelabo_ess](https://twitter.com/@lelabo_ess)
-  [Labo ESS](https://www.facebook.com/Labo.ESS)
-  [Le Labo de l'ESS](https://www.linkedin.com/company/le-labo-de-l-ess)

Juin 2019

5, Rue Las Cases - 75007 Paris
01 80 05 82 00
contact@lelabo-ess.org

Nous remercions nos partenaires pour leur soutien :

